



STATEMENT ON BEHALF OF AUSTRALIA, CANADA, AND NEW ZEALAND (CANZ) AT THE ONE HUNDRED AND SIXTH SESSION OF THE EXECUTIVE COUNCIL

AGENDA SUBITEM 6(E): ADDRESSING THE THREAT FROM CHEMICAL WEAPONS USE

Thank you Chair. I have the honour of taking the floor on this agenda item on behalf of Canada, Australia and New Zealand.

Chair, we remain deeply concerned by Russia's illegal, full scale invasion of Ukraine. More than two years on, Russia's war has compounded human suffering, displaced communities and has significantly impacted regional and global stability. We continue to call on Russia to cease its war and to immediately and permanently withdraw from Ukraine, including its occupied or controlled territories.

Since our last Executive Council session, we have continued to see credible reports of Russia's repeated use of riot control agents as a method of warfare against Ukraine. This is an act prohibited under Article I of the Chemical Weapons Convention, to which Russia is a State Party, and must cease immediately.

Chair, the use of chemical weapons has no place on a battlefield, and no place in our modern world. We note with concern the widely shared reporting that Russia has used scheduled chemical substances in Ukraine. These allegations are growing in number, in frequency and in severity. We are concerned at this apparent escalation and call on the Russian Government to ensure full compliance with the Convention, and to answer to these allegations with cooperation and full transparency.

To date, Russia has not responded appropriately to requests submitted under Article IX of the Convention. Using this mechanism, Russia was asked to clarify the situation behind reports of illegal use of chemical agents. Russia has yet to provide a meaningful clarification or response.

Canada, Australia and New Zealand welcome the signing of a privileges and immunities agreement between Ukraine and the OPCW. This permits the Technical Secretariat to send technical assistance in response to Ukraine's request and, if asked, support investigations into reports of chemical weapons use. We also welcome the training of Ukrainian personnel to be ready to better respond to and document evidence of possible chemical attacks. We express our unwavering commitment to the Technical Secretariat as it stands ready to respond, whether in Ukraine or elsewhere. As States Parties, we value the expertise, impartiality and integrity which the Technical Secretariat brings to this work. We condemn any attempt to discredit this Organisation, or to redirect attention through misinformation and counter-narratives.

Chair, we note with regret the death of Alexei Navalny over four months ago, while he was in Russian state custody. The questions posed to Russia by 45 States Parties in 2021 regarding Mr Navalny's poisoning remain unanswered.

Canada, Australia and New Zealand call on Russia, and all states parties, to fulfil all obligations under the Convention. We call for accountability for any violations of these obligations. In the use of chemical weapons, there can be no impunity.

Thank you, Chair. I kindly ask you to consider this CANZ statement as an official document of the 106th Session of the Executive Council, and post it on the OPCW external server and public website.



**ALLOCUTION AU NOM DU CANADA, DE L'AUSTRALIE ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (CANZ)
LORS DE LA 106^e SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**PARAGRAPHE 6(E) DE L'ORDRE DU JOUR : CONTRER LA MENACE QUE POSE L'EMPLOI
D'ARMES CHIMIQUES**

Merci, Monsieur le Président. J'ai l'honneur de prendre la parole sur ce point de l'ordre du jour au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président, nous restons profondément préoccupés par l'invasion illégale et à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Plus de deux ans après cette invasion, la guerre menée par la Russie a aggravé les souffrances humaines, déplacé des collectivités et exacerbé les crises alimentaire et énergétique mondiales. Nous continuons d'exhorter la Russie à cesser sa guerre et à se retirer immédiatement et définitivement de l'Ukraine, y compris des territoires qu'elle occupe ou contrôle.

Depuis notre dernière session du Conseil exécutif, nous avons continué à recevoir des rapports crédibles sur l'utilisation répétée par la Russie d'agents antiémeutes comme méthode de guerre contre l'Ukraine. Il s'agit d'un acte interdit en vertu de l'article I de la Convention sur les armes chimiques, dont la Russie est un État partie, et qui doit cesser.

Monsieur le Président, l'utilisation d'armes chimiques n'a pas sa place sur un front de bataille ni dans notre monde moderne. Nous prenons note avec inquiétude de l'information largement partagée selon laquelle la Russie a utilisé des substances chimiques inscrites en Ukraine. Ces allégations sont de plus en plus nombreuses, fréquentes et graves. Nous sommes préoccupés par cette escalade apparente et appelons le gouvernement russe à garantir le plein respect de la Convention et à répondre à ces allégations en coopérant et en faisant preuve d'une totale transparence.

À ce jour, la Russie n'a pas répondu de manière appropriée aux demandes présentées au titre de l'article IX de la Convention. Grâce à ce mécanisme, la Russie a été invitée à clarifier la situation à l'origine des rapports sur l'utilisation illégale d'agents chimiques. La Russie n'a pas encore fourni de clarification ou de réponse concrètes.

L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande accueillent favorablement la signature d'un accord sur les privilèges et immunités entre l'Ukraine et l'OIAC. Cela permet au Secrétariat technique d'envoyer une assistance technique en réponse à la demande de l'Ukraine et, le cas échéant, de soutenir les enquêtes sur les rapports d'utilisation d'armes chimiques. Nous nous félicitons également de la formation du personnel ukrainien afin qu'il soit prêt à mieux réagir et à documenter les preuves d'éventuelles attaques chimiques. Nous exprimons notre engagement indéfectible à l'égard du Secrétariat technique, qui se tient prêt à réagir, que ce soit en Ukraine ou ailleurs. En tant qu'États parties, nous sommes reconnaissants de l'expertise, de l'impartialité et de l'intégrité que le Secrétariat technique apporte à

ce travail. Nous condamnons toute tentative visant à discréditer cette organisation ou à détourner l'attention par la désinformation et les contre-récits.

Monsieur le Président, nous constatons avec regret que plus de quatre mois après la mort d'Alexei Navalny, nous ne sommes pas près de savoir comment il est mort alors qu'il était détenu par l'État russe. Les questions posées à la Russie par 45 États parties en 2021 concernant l'empoisonnement de M. Navalny restent également sans réponse.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande appellent la Russie, et tous les États parties, à remplir toutes les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention. Nous demandons des comptes pour toute violation de ces obligations. Il ne peut y avoir d'impunité dans l'utilisation d'armes chimiques.

Merci, Monsieur le Président. Je vous demande de bien vouloir considérer cette déclaration du groupe CANZ comme un document officiel de la 106^e session du Conseil exécutif et de la publier sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.